

Relations industrielles Industrial Relations



Dialogue social, relations du travail et syndicalisme : perspectives historiques et internationales, Dirigé par Paul-André Lapointe (2016) Presses de l'Université Laval, Québec, 313 pages. ISBN : 978-27637-3243-5

Frédéric Plamondon

Volume 72, numéro 3, été 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041100ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1041100ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Plamondon, F. (2017). Compte rendu de [*Dialogue social, relations du travail et syndicalisme : perspectives historiques et internationales*, Dirigé par Paul-André Lapointe (2016) Presses de l'Université Laval, Québec, 313 pages. ISBN : 978-27637-3243-5]. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 72(3), 599–601. <https://doi.org/10.7202/1041100ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ing, and government from introducing regulations to protect health and safety. The same applies to reducing greenhouse gas under President G. W. Bush (and President Trump...). Hence Dolgon's provocative reference to "junk science, junk advertisement and junk media" that encourages people to massively buy and consume these products (Chapter 6).

This widening gap between people's experience and public policy-making also leads "junk freedom" of gun ownership and mass shootings, many of which are linked to homophobia, racism and terrorism. And yet, owning and carrying guns... has come to symbolise "American freedom"—which Dolgon contests as junk freedom, because it is not universal, as it doesn't apply to access education and health care, nor to access to decent jobs with living wages, nor to the right to basic food, clothing and shelter, or, lately, even the right to vote. Yet, the lack of these latter freedoms does not make Americans feel free, while guns, surprisingly, do... (Chapter 7).

Part 4 focuses on the "death of America's economy and government" expected from the prevalence of the "kill it to save it" ideology, which is supported by the major political and corporate actors, who redesigned American democracy and economics by using a "common sense austerity" to destroy the public interest. This part recapitulates how this approach was applied to the main policy issues addressed in the book—education, health care, environment, civil rights, rising corporatism—leading to the decline of democracy, the loss of legitimacy of political parties, and to the rise of populism (Chapters 8, 9 and 10).

In the *Epilogue* Dolgon suggests that the "kill it to save it" ideology can (and should) be defeated by popular movements, mass protests and alternative politics, policies and practices... This is by no means an easy task, even though the desire for change was manifest in both Trump's and Sanders' recent election campaigns, which called

into question the status quo! Nevertheless, he cautions that Trump's victory and broad popular backing suggest that opposition to public institutions and public interest will continue, so the "kill it to save it" ideology is bound to prevail in the coming years... However, the shortcomings of neoliberal austerity and the extent of degradation of democracy now put at risk the economy, the society and the environment. They therefore must be stopped. Nevertheless, to succeed, they need a clear, subtle and accessible criticism of who has power and how it is being used, in order to challenge convincingly the ideology of corporate hegemony and hyper-individualism. Though, he concedes, this is by no means an easy task.

This book contains harsh criticism of the American way-of-life, social decline, and severe economic and cultural "glitches". It identified the main failures, education, health systems, nutrition, environment, insurance, economy and the governance of the US political institutions and corporations. All are abundantly and thoroughly documented, constituting a precious trove of information and analysis for policy makers, "social partners", NGOs and researchers in quest of policies and consensus-building for barring the road to populism by strengthening democracy that should lead to an economy and society with a human face.

Hedva Sarfati

Former Director, ILO Industrial Relations Department
Labour market and welfare reforms consultant

Dialogue social, relations du travail et syndicalisme: perspectives historiques et internationales

Dirigé par Paul-André Lapointe (2016)
Presses de l'Université Laval, Québec, 313 pages. ISBN: 978-27637-3243-5.

Le sens commun de la notion de « dialogue social » fait souvent d'elle le synonyme d'un processus démocratique nous invitant à

imaginer une agora où les discussions, pilotées par la « raison » et le « bien commun », devraient permettre de faire se rencontrer dans le même lieu les intérêts des travailleurs, des employeurs et de l'État. Selon cette interprétation, le dialogue social serait au cœur d'un nouveau modèle de relations professionnelles capable de transformer les anciens adversaires en « partenaires », bâtisseurs d'une société industrielle pacifiée et prospère. Le dialogue social et le « tournant partenarial » qu'il implique annonceraient, somme toute, les matins chantants du capitalisme raisonnable.

Sous la direction de Paul-André Lapointe, *Dialogue social, relations du travail et syndicalisme : perspectives historiques et internationales* remet en question ce sens commun à travers les contributions d'auteurs provenant de plusieurs horizons. Sur la forme, l'ouvrage se présente comme un recueil d'articles portant sur diverses incarnations européennes et américaines du dialogue social. À ce titre, les lecteurs intéressés pourront choisir de picorer les contributions qui leur sembleront les plus pertinentes, mais cela au risque de se priver des réflexions théoriques sur lesquelles repose le livre et qu'on retrouve principalement dans le premier et dernier chapitre, alors que les chapitres centraux se concentrent plutôt sur différentes manifestations du dialogue social. Sur le fond, les chapitres reposent sur le constat que le contenu du concept de dialogue social est déterminé par l'histoire et par l'idéologie dominante, qu'on associe généralement au conservatisme. Il faut donc se garder de penser que les articles qui composent le livre n'ont en commun que le thème puisqu'ils révèlent, en fait, la portée de la prégnance de l'idéologie néolibérale. J'ai choisi de me concentrer d'abord sur les chapitres 1 et 8, car ils me semblent être les deux points entre lesquels on peut tracer une ligne directrice claire.

À partir de la théorie des imaginaires sociaux de Castoriadis, les auteurs du chapitre 1, Dufresne et Gobin, montrent

comment l'expansion du lexique néolibéral aurait contribué à « éteindre au maximum tous les antagonismes politiques en plaçant le commerce au centre du projet sociétal » (p. 24). Pour elles, la mouture française du dialogue social implique un changement radical de culture politique, dans la mesure où il permet de présenter les intérêts des acteurs sociaux comme étant équivalents, voire inférieurs, à ceux des acteurs corporatifs. En effet, en obtenant un droit de cité en matière de création de normes et de réglementation, les acteurs corporatifs sont aussi devenus des co-législateurs capables de modifier le régime de relations professionnelles, mais aussi d'intervenir en marge du droit social, dans des espaces moins formalisés où l'État n'intervient pas ou choisi de ne pas intervenir. En somme, le « tournant partenarial » que représente le dialogue social permettrait d'affaiblir « l'expression du conflit social entre travail et capital [...] » (p. 55) et de normaliser la logique de marché au détriment des enjeux sociaux et collectifs. En conséquence, le dialogue social aurait progressivement inféodé le droit social à l'idéologie néolibérale, affaiblissant du même coup l'autonomie de l'État, mais aussi celle des syndicats.

Dans la même foulée, le professeur Hanin (chap. 8) examine l'influence de la démocratie conservatrice sur le dialogue social et l'action collective. Sous l'influence du conservatisme, le dialogue social aurait « socialisé » plusieurs thèmes conservateurs, qu'ils soient moraux ou économiques, leur permettant ainsi de partager l'espace public avec des thèmes progressistes portant, par exemple, sur la distribution de la richesse ou sur la responsabilité sociale des entreprises. En effet, des notions comme la compétitivité, le contrôle de la dette publique et l'importance de la cote de crédit de l'État auraient gagné en légitimité jusqu'à éclipser celle des enjeux collectifs, qui seraient désormais subordonnés au conservatisme. En conséquence, les acteurs collectifs seraient progressivement réduits à n'être que de

simples « partenaires » contraints à s'adapter à l'idéologie dominante plutôt qu'à en faire la critique. Pour le mouvement syndical, cela impliquerait souvent de mettre de côté la volonté d'être un vecteur d'innovations sociales afin de se concentrer sur des questions financières et économiques. En d'autres termes, le dialogue social aurait aussi contribué à l'affaiblissement des syndicats (voir Lapointe, chap. 6).

On retrouve essentiellement des considérations similaires dans les chapitres 2, 3 et 4, qui portent sur certaines versions européennes du dialogue social. Malgré les différences formelles entre le tripartisme des pays nordiques (chap. 2) et les modèles allemand ou français, les auteurs remarquent qu'à l'aune du conservatisme néolibéral, le dialogue social facilite effectivement la paix industrielle, mais souvent au prix d'une reconfiguration des rapports de pouvoir donnant une plus grande place aux acteurs corporatifs, qui peuvent alors critiquer les acquis sociaux lorsque ceux-ci semblent contredire leurs intérêts. Au chapitre 6, Paul-André Lapointe interroge, lui aussi, les acquis du dialogue social à partir de l'examen des conflits de travail au Québec. La quasi-disparition des grèves ne serait pas la conséquence d'une paix industrielle saine et durable, mais plutôt le symptôme d'une mutation importante des rapports de travail, qui seraient moins déterminés par les cycles économiques que par les velléités des employeurs, porteurs d'une idéologie au cœur de laquelle les forces du marché ont été naturalisées.

Une des contributions les plus intéressantes de l'ouvrage est sans doute de mettre en évidence les limites du dialogue social lorsqu'on le conçoit comme étant un mécanisme encadré par l'État, dont la principale fonction serait d'assurer la neutralité des processus. Pour plusieurs, cette « neutralité » masquerait une normativité conservatrice fondée sur la mythologie néolibérale dont la finalité serait de s'affranchir des contraintes imposées par les

acteurs collectifs, notamment par les syndicats. Au contraire, tel que Cantin le souligne au chapitre 6, il est également possible d'envisager le dialogue social comme un mouvement social, ce qu'il appelle un « syndicalisme communautaire » (p. 191), capable d'être un véhicule privilégié d'enjeux collectifs et d'innovations sociales.

Les différentes perspectives par lesquelles on aborde la notion de dialogue social et ses transformations historiques permettent d'en révéler le contenu normatif. À ce titre, *Dialogue social, relations du travail et syndicalisme* s'inscrit dans les recherches portant sur les mutations des rapports sociaux et de travail. L'ouvrage constitue une contribution critique intéressante qui montre que le dialogue social, plus qu'un processus, est aussi le véhicule d'une culture politique ayant une influence profonde sur les identités collectives et les logiques d'action des acteurs sociaux.

Frédéric Plamondon

Doctorant

Département des relations industrielles

Université Laval

Neoliberal Labour Governments and the Union Response: The Politics of the End of Labourism

By Jason Schulman (2015) Houndmills, Basingstoke, Hampshire and New York: Palgrave Macmillan, 167 pages.
ISBN 978-1-137-30316-5.

How should scholars respond to the work of other scholars? Should they accept their work on trust or should they be sceptical? The answer is the latter. It is only by relentless testing that scholars can overcome fears that they are not in error when they make prognostications. Theoretical work should be examined in terms of its logic and predictive ability. Various documents and numerical data which underpin empirical accounts should be examined to test whether or not the accounts provided accord with the evidence upon which the analysis is based. There is no substitute